

# L'inertie de la Belgique exaspère la Commission européenne

## Notre pays doit accélérer ses réformes, estime l'exécutif européen.

**KRIS VAN HAVER**

La Belgique traîne à mettre en œuvre les réformes socio-économiques que l'Europe lui enjoint d'adopter. C'est la conclusion du rapport que la Commission européenne publie à propos de notre pays et d'autres États membres de l'Union.

Au cours des dernières années, la Belgique a instauré trop peu de mesures structurelles visant à assainir les finances publiques et à redynamiser l'économie, estime la Commission. Qui souligne que notre

pays a besoin de toute urgence de réinvestir dans son enseignement et ses infrastructures s'il veut tirer parti de la transition énergétique et des innovations qui l'accompagnent, et ainsi accroître son potentiel de croissance économique.

Selon la Commission, tout va

trop lentement en Belgique. Le rapport met le doigt sur les maux à l'origine de cette inertie: un appareil étatique inefficace dont les dépenses courantes sont excessives et les investissements insuffisants, le déficit de coordination entre les différents

gouvernements, un système fiscal complexe et un taux d'emploi trop faible. De surcroît, l'infrastructure vieillissante de notre pays dans les domaines de l'énergie et des transports complique singulièrement la donne pour nos entreprises.

Par ailleurs, la Commission fustige le système des voitures de société, qui entrave la mobilité et contribue à la congestion croissante du réseau routier dans notre pays. La Commission estime que notre système fiscal pourrait être simplifié considérablement et intégrer davan-

tage de mesures favorables à l'environnement. Les droits d'enregistrement élevés à l'achat d'un logement ne contribuent pas, selon elle, à accroître la mobilité du travail.

Ses critiques portent aussi sur la rigidité excessive du marché du travail, qui discrimine les personnes d'origine étrangère et peu qualifiées. La Commission enjoint les pouvoirs publics à proposer aux jeunes davantage de formations techniques en soignant particulièrement leurs compétences linguistiques et numériques.

**Notre pays a besoin de toute urgence de réinvestir dans son enseignement et ses infrastructures, estime la Commission.**